

8 janvier 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'importance des grandes organisations internationales et régionales pour l'organisation d'un monde "multipolaire", sur la situation en Bosnie, au Proche-Orient et dans la région des Grands Lacs et sur l'avenir de l'Europe, Paris le 8 janvier 1997.

Monsieur le Nonce,

- Madames et messieurs les ministres,
- Mesdames et messieurs les ambassadeurs,
- Mesdames,
- Messieurs,
- Monseigneur,

- Les paroles que vous venez de prononcer m'ont touché. Je vous adresse également tous mes vœux et je vous prie de transmettre au Saint-Père les sentiments déferents et affectueux du peuple français.

- Il y a quatre mois, son message suscitait un écho profond dans une France qui ressent le besoin d'une réaffirmation des valeurs spirituelles.

- L'été prochain, c'est à Paris que le Saint-Père s'adressera à la jeunesse du monde entier. Une jeunesse prête à s'engager avec enthousiasme dans la construction d'un avenir meilleur. Mais une jeunesse qui s'interroge aussi, avec inquiétude, devant l'absence de repères d'un univers en transition.

- Mesdames et messieurs les ambassadeurs,

- Au-delà des vœux, sincères et chaleureux, que je forme pour vous-mêmes, pour tous les vôtres, pour votre peuple et pour vos chefs d'Etat, ce rendez-vous annuel nous invite à réfléchir ensemble aux réponses que nos gouvernements doivent apporter aux interrogations, justement, de nos jeunes.

- Quel monde voulons-nous leur bâtir sur les décombres de l'ordre bi-polaire d'hier ? Quels correctifs nos Etats doivent-ils apporter à la mondialisation irréversible des technologies et des marchés ceci pour préserver la dimension sociale du développement ?

- Répondre à ces deux questions essentielles c'est, pour moi, affirmer une conviction et une volonté.

- Une conviction : nos sociétés, nos économies, nos Etats, n'évoluent pas spontanément vers un nouvel équilibre, un nouvel ordre, où chaque pays, chaque individu, trouverait naturellement sa juste place. Plus que jamais, l'action convergente de nos gouvernements est nécessaire.

- Une volonté : pour ce qui concerne la France celle de jouer pleinement son rôle pour contribuer à l'émergence d'un monde plus sûr et plus équitable.

Construire ce nouvel ordre international, c'est d'abord renforcer les organisations qui ont vocation à l'incarner. L'année qui vient de s'achever est, de ce point de vue, riche d'enseignements.

Quatre institutions doivent retenir notre attention.

- L'Organisation des Nations unies, dirigée pendant cinq ans par un homme de caractère et de conviction, M. Boutros Boutros-Ghali, auquel je rends hommage, cette organisation a surmonté une crise grave. Son nouveau secrétaire général, M. Kofi Annan, peut compter sur le soutien de la France. Je souhaite qu'il bénéficie de l'appui déterminé de tous les Etats-membres pour poursuivre les réformes engagées de l'ONU, obtenir la restauration d'une situation financière de l'Organisation, mobiliser enfin la communauté internationale dans la recherche de solutions aux problèmes de notre temps, avec notamment, dès l'été prochain, la session spéciale de l'assemblée générale sur l'environnement.

- L'Organisation Mondiale du Commerce a passé, elle, avec succès le cap de sa première session ministérielle, en décembre, à Singapour. Forts des résultats équilibrés et positifs qui ont été obtenus, nos gouvernements devront résister à la tentation persistante du recours à des solutions unilatérales ou bilatérales. Ils devront aussi achever le plus vite possible, et sur des bases équilibrées, les négociations d'adhésion, notamment celles de la Russie et celles de la Chine, afin d'affirmer le caractère véritablement universel de l'ordre commercial.

- La conférence du désarmement a obtenu un succès remarquable avec la signature, en septembre, du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, vous l'avez mentionné, Monseigneur. Le monde a souhaité tourner définitivement une page de l'histoire de l'humanité, celle des essais et donc de la course aux armements nucléaires. La France, qui a joué un rôle central dans cette négociation, ne ménagera aucun effort pour que les générations à venir soient libérées de toute menace de prolifération. Elle souhaite que la conférence du désarmement engage sans tarder la négociation d'un traité d'interdiction de toute production de matières fissiles pour les armes nucléaires et qu'elle élargisse cette année son champ d'action à la lutte contre le fléau abominable des mines anti-personnel.

- Le G7 enfin, que la France a eu l'honneur de présider en 1996, a confirmé son rôle irremplaçable de force d'impulsion, proposant des réponses aux principaux problèmes de notre temps. Qu'il s'agisse de l'aide au développement, de la fragilité du système financier mondial, de la sûreté nucléaire ou de la lutte contre la drogue, le crime organisé et le terrorisme, le sommet de Lyon a permis des progrès significatifs. J'ai tenu à ce que cette instance informelle qu'est le G7 établisse une vraie concertation avec tous nos partenaires comme avec les principales organisations mondiales, qui ont été invitées à Lyon pour la première fois.

- Les leçons en 1996 pour ces quatre institutions très différentes sont identiques : sans elles, plusieurs succès importants n'auraient pas été possibles et irremplaçables, les organisations internationales demeurent fragiles et menacées et notre devoir, notre intérêt commun, nous invitent à tout faire pour les rendre plus fortes et plus efficaces.

Construire un nouvel ordre mondial, c'est aussi progresser vers le règlement des crises régionales en y associant tous ceux qui peuvent y contribuer.

- La Bosnie en offre le meilleur exemple, à travers l'action conjuguée des Etats-Unis, des pays européens membres ou partenaires de l'Alliance atlantique, de la Russie et de plusieurs Etats membres de l'Organisation de la Conférence islamique. Pour enraciner la paix, la France a proposé un "plan de consolidation" pour les deux années à venir. L'adoption de ce plan et la mise en place d'une "force de stabilisation" permettant d'espérer de nouveaux progrès dans la mise en oeuvre de l'accord de paix sont positifs. Au-delà, notre objectif demeure l'affirmation, dans toute l'ancienne Yougoslavie, d'Etats réellement pluri-culturels et démocratiques, progressivement arrimés à l'Union européenne.

- Au Proche-Orient, la communauté internationale ne peut se borner à exprimer sa profonde inquiétude devant l'impasse actuelle. En cinq ans, le processus de paix a permis des progrès qui paraissaient naguère inconcevables. Aujourd'hui, ces acquis sont menacés. Et pourtant, il n'y a pas d'alternative au strict respect des accords conclus, à commencer par Hebron et le gel des colonies de peuplement.

- La sécurité ne peut être garantie par la force. Elle ne peut l'être que par la paix. Cette conviction, que j'ai défendue lors de ma récente visite au Proche-Orient et que je sais partagée par tous les peuples de la région, doit nous mobiliser. Car l'impasse actuelle risque de conduire à la violence, au terrorisme, à une déstabilisation qui peut gagner de proche en proche. Pour casser

la violence, du terrorisme, à une déstabilisation qui peut gagner de proche en proche. Pour casser cet engrenage, les Etats-Unis, l'Europe, les Etats du Proche-Orient doivent unir leurs efforts et aider les principaux dirigeants concernés à retrouver le chemin de la confiance et de la paix.

Soyez assurés que la France, pour sa part, ne restera pas inactive.\

En Afrique enfin, la région des Grands Lacs appelle plus que jamais une intervention de la communauté internationale. La crise des réfugiés n'y est pas terminée. Les forces de déstabilisation demeurent menaçantes.

- Au-delà de l'action remarquable des organisations humanitaires, qu'aurait dû épauler, c'est vrai Monseigneur, une force multinationale, nos Etats doivent mobiliser leurs moyens au secours de ces centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont à l'abandon.

- Une vraie solidarité internationale doit s'organiser pour secourir les réfugiés et les personnes déplacées et pour faciliter leur retour dans leurs foyers.

- L'époque n'est plus à des rivalités d'un autre âge. Je souhaite qu'Européens et Américains apportent ensemble leur plein concours aux pays africains, pour trouver une solution durable à ce drame humain. Je souhaite que tout soit fait pour obtenir enfin la convocation de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs. Je souhaite enfin qu'à l'échelle du continent tout entier progresse l'organisation de forces inter-africaines, à l'initiative et sous le contrôle de l'Organisation de l'unité africaine.

- Mais cette crise ne doit pas masquer les progrès que l'Afrique enregistre réellement, qu'il s'agisse de l'économie ou qu'il s'agisse de la bonne gouvernance, les deux étant liés. Le sommet du G7 de Lyon a permis de mobiliser les concours indispensables de la communauté internationale. Je souhaite que le prochain sommet, à Denver, place à nouveau l'Afrique en tête de ses priorités.\

Construire un nouvel ordre international, c'est enfin renforcer sa dimension multipolaire.

- Qui ne voit que cette évolution est inéluctable ? Tout y concourt : l'émergence de nouvelles grandes puissances en Asie et l'organisation d'ensembles régionaux cohérents, de l'ASEAN au MERCOSUR et l'affirmation d'instances de coopération larges, l'APEC, l'ALENA, le processus de Barcelone en Méditerranée et, depuis la première rencontre de l'Histoire entre l'Europe et l'Asie orientale, il y a un an à Bangkok, l'ASEM.

- Dans un autre registre, 1997 verra se renforcer la Francophonie, avec l'adoption, lors du sommet de Hanoï en novembre prochain, de nouvelles institutions et la création d'un poste de secrétaire général.

- La France considère que cette évolution du monde est la réponse souhaitable à l'effondrement de l'ordre bi-polaire. Elle seule peut fonder durablement un nouvel équilibre mondial qui soit juste et accepté par tous.

- Inéluctable, la marche vers un monde multipolaire risquerait cependant de glisser progressivement vers l'affirmation de pôles antagonistes, si certains des principaux acteurs d'aujourd'hui cherchaient à contrarier cette évolution au lieu de l'organiser. Tout doit être fait pour qu'aucun peuple ne vive l'émergence du nouvel ordre mondial dans la frustration, l'humiliation, ou le désir de revanche.\

En Europe, nous avons su méditer cette leçon de l'Histoire en engageant la construction de l'Union européenne. Des progrès considérables ont été accomplis en deux générations. Mais 1997 sera une année décisive pour notre continent tout entier.

- Pour l'Union d'abord. Il y a trois semaines, le Conseil européen de Dublin permettait de franchir, avec succès, une étape majeure sur la voie de la monnaie unique. Mais c'est sur la base des résultats de 1997 que les chefs d'Etat et de gouvernement établiront, au début de 1998, la liste des premiers pays qui utiliseront ensemble l'euro, facteur de croissance et d'emploi en Europe, mais aussi contribution majeure à un meilleur équilibre du système monétaire international.

- Ce projet essentiel doit être complété par une action déterminée pour préserver le modèle social européen. Et je souhaite que, cette année, de nouveaux progrès soient enregistrés dans la mise en oeuvre du memorandum français à ce sujet.

- Dans moins de six mois, à Amsterdam, la Conférence intergouvernementale devra adopter de

nouveaux moyens pour lutter contre les fléaux que sont, en Europe comme ailleurs, la drogue, le terrorisme, la grande criminalité & elle devra doter l'Union des instruments d'une véritable politique étrangère et de sécurité & elle devra renforcer ses institutions et permettre que se développent en son sein des coopérations renforcées.

- Le terrain est préparé pour cette grande négociation : le projet de traité, la lettre franco-allemande et les conclusions de Dublin sont sur la table. Mais ne nous y trompons pas : l'essentiel reste encore à accomplir comme toujours. Les Quinze devront faire preuve de volonté, d'ambition et de bon sens. Et c'est bien dans cet esprit que la France aborde cette étape décisive, en souhaitant plein succès à la présidence néerlandaise.

- Si, comme nous l'espérons, les délais sont tenus, c'est dès le Conseil européen de Luxembourg, en décembre prochain, que débutera l'élargissement de l'Union aux onze pays candidats. Tous devront être placés, au départ, sur un pied d'égalité. Et nous souhaitons qu'une conférence européenne permette pour tous, mieux que ce que nous appelons actuellement le dialogue structuré, un débat régulier sur les sujets d'intérêt commun.\

C'est donc l'Union du XXIème siècle qui va prendre tournure cette année. Pour conduire cette grande ambition, qui contribuera à façonner le nouvel équilibre du monde, l'entente franco-allemande est plus que jamais naturelle et indispensable. Elle a fait ses preuves, y compris ces dernières semaines, pour la monnaie unique comme pour la Conférence intergouvernementale. Elle est tout aussi nécessaire pour l'autre grand chantier de 1997 : la définition de l'architecture de sécurité du continent européen.

- Dans ce domaine, nous n'avons pas le droit à l'erreur. Nous devons mener de front l'achèvement de la première grande réforme de l'Alliance atlantique depuis sa création, avec l'affirmation d'une véritable identité européenne de défense liée à l'Union de l'Europe Occidentale, la définition d'une relation stable et constructive entre cette Alliance renouée et la Russie démocratique, enfin la préparation de l'élargissement de l'Alliance.

- Des prémices ont été esquissées, lors du sommet de l'OSCE à Lisbonne, avec notamment les perspectives d'élaboration d'une charte pan-européenne de sécurité et l'adoption d'un mandat pour la modernisation du traité FCE. Mais beaucoup reste à faire. Les risques de l'entreprise sont considérables, notamment celui d'une nouvelle fracture sur notre continent, alors que nous pouvons, si nous réussissons, effacer définitivement la fracture de Yalta.

- Dans ce contexte, la France entend renforcer sa concertation avec tous ses partenaires européens, développer son dialogue avec le grand allié américain, prendre l'initiative en direction de la Russie.

- Mesdames et messieurs les ambassadeurs,

- Vous le voyez, la France entend apporter toute sa contribution à l'émergence d'un monde qu'elle souhaite plus sûr, plus équitable, plus prospère.

- Si elle souhaite s'exprimer avec imagination et détermination, elle se veut aussi à l'écoute des attentes de tous les pays que vous représentez ici. Car ce monde nouveau, plus solidaire, c'est tous ensemble que nous devons le construire si nous voulons le réussir.

- C'est ce message que je vous demande de transmettre, avec mes vœux personnels les plus chaleureux, les plus sincères à tous vos chefs d'Etat.

- Bonne et heureuse année pour chacune et chacun d'entre vous et pour tous vos pays !\